

## Sommaire - Revue de presse n°54 - Semaine du 30 octobre 2023

- 1 A UN MOIS DE LA COP28, D'APRES NEGOCIATIONS AUX EMIRATS POUR SAUVER UN ACCORD - LE POINT - 31 OCTOBRE - BENJAMIN LEGENDRE.
- 2 COMMENT LE MAGNAT DU PETROLE QUI PRESIDE LA COP28 COMPTE PORTER LES AMBITIONS DES PAYS DU SUD - THE CONVERSATION - 30 OCTOBRE - IBRAHIM OZDEMIR.
- 3 **PAYS DU GOLFE** : REPRISE DE LA CROISSANCE EN 2024 SELON COFACE - LE MOCI - SOPHIE CREUSILLET - 30 OCTOBRE.
- 4 EUROPE LIKELY PRIMARY REGION FOR **GCC** TELECOM OPERATORS' EXPANSION: MOODY'S - GULF TIMES - 31 OCTOBRE - PRATAP JOHN.
- 5 **SAUDI ARABIA** TO BEGIN PRODUCING INSULIN DOMESTICALLY WITH NEW PARTNERSHIP - ARABIAN BUSINESS - 30 OCTOBRE.
- 6 POUR LUDOVIC POUILLE, LA VISION 2030 FAIT DE **RIYAD** L'UNE DES VILLES LES PLUS ATTRACTIVES AU MONDE - ARAB NEWS - 30 OCTOBRE - ZEINA ZBIBO.
- 7 **SAUDI ARABIA**, EU EXPLORE COOPERATION IN HIGHER EDUCATION - ASHARQ AL-AWSAT - 1ER NOVEMBRE - RABI' AL-THANI.
- 8 **MAROC** : TRANSAVIA : LA LIGNE DIRECTE « PARIS-DAKHLA » REPREND DU SERVICE ! - LE7TV - 31 OCTOBRE.
- 9 L'APPETENCE DES **ÉMIRATS ARABES UNIS** POUR LE METAVERSE - BUSINESS FRANCE - 2 NOVEMBRE.
- 10 L'ENGAGEMENT DES **ÉMIRATS** DANS LA TRANSFORMATION DE L'AFRIQUE - NEW AFRICAN - 31 OCTOBRE - BEN PAYTON.
- 11 LE PARI TECHNOLOGIQUE DE **DUBAÏ** POUR ASSURER SON AVENIR - LE MONDE - 3 NOVEMBRE - VINCENT FAGOT.
- 12 TOTALENERGIES PROLONGE DES PARTENARIATS AVEC **OMAN** DANS LA PRODUCTION DE GNL - AFP - 2 NOVEMBRE.
- 13 EN **IRAQ**, DU SOLEIL MAIS PAS DE SOLAIRE - AFP - 2 NOVEMBRE.
- 14 EU LAUNCHES TEAM EUROPE INITIATIVE TO DEVELOP GREEN HYDROGEN IN **MAURITANIA** - SOLARQUARTER - 2 NOVEMBRE.

- 15 **MARIAM HAMADOU ALI, PILOTE DE LA TRANSFORMATION DIGITALE DE DJIBOUTI - JEUNE AFRIQUE - 1ER NOVEMBRE - OLIVIER CASLIN.**
- 16 **L'ÉGYPTE VEUT EXPORTER DE L'ENERGIE SOLAIRE VERS L'EUROPE - NEW AFRICAN - 30 OCTOBRE - BEN PAYTON.**
- 17 **ALGERIE : DES OPPORTUNITES NOMBREUSES, A CONDITION DE RESPECTER AVEC RIGUEUR LA REGLEMENTATION - LE MOCI - 1ER NOVEMBRE - CHRISTINE GILGUY.**

## A un mois de la COP28, d'après négociations aux Emirats pour sauver un accord - Le Point - 31 octobre - Benjamin Legendre.



Vue aérienne du complexe hôtelier Emirates Palace, à Abu Dhabi, le 29 mai 2020, où se déroule les négociations de la COP28 (KARIM SAHIB)

La concrétisation d'un fonds pour compenser les dégâts climatiques, revendication incontournable des pays en développement, s'est imposée mardi à Abou Dhabi comme la question la plus urgente à résoudre d'ici la COP28, avant l'âpre débat attendu sur la fin des énergies fossiles.

Dans les couloirs feutrés de l'Emirates Palace, fastueux complexe hôtelier en bord de mer, quelque 70 ministres se sont réunis lundi et mardi pour un savant ballet diplomatique à huis clos, censé dénouer les négociations à quatre semaines de la COP28 de Dubaï (30 novembre-12 décembre), la plus importante depuis l'accord de Paris.

Sans surprise, aucune avancée majeure n'en est sortie. "Les vraies batailles se jouent à la COP", souligne un négociateur africain.

"Le nœud principal pour le moment est clairement du côté du fonds +pertes et dommages+", selon la ministre française de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher.

Ce fonds, dont l'adoption sur le principe a été considéré comme le résultat majeur de la COP27, reste à créer: quel fonctionnement, qui le finance, qui en bénéficie? Rien n'est tranché, alors que les pays en développement exigent sa mise en œuvre dès la COP28 et que le dernier rendez-vous de négociations, mi-octobre en Egypte, s'est soldé par un échec.

Mais "il y a un accord sur presque 80% du texte", s'est félicité mardi soir le négociateur égyptien Mohamed Nasr, interrogé par l'AFP. Et un ultime cycle de négociations a été ajouté en urgence, à Abou Dhabi, du 3 au 5 novembre.

Mi-octobre, "on était à un 1 ou 2 jours d'un accord", dit un négociateur européen, lui aussi confiant.

Parmi les blocages, "les Etats-Unis ne veulent pas mettre un centime si la Chine est un potentiel bénéficiaire", autrement dit si le fonds n'est pas réservé aux pays vulnérables, explique-t-il.

Des pays dénoncent la volonté des Occidentaux d'établir le fonds, même temporairement, au sein de la Banque mondiale, qui "n'est pas adaptée aux questions de développement", a rappelé Michai Robertson, un négociateur de l'Alliance des petits Etats insulaires (AOSIS).

"Les Saoudiens ne veulent aucune formulation qui élargirait la liste des donateurs au-delà des pays développés", ajoute son homologue européen.

Même si ces divergences sont surmontées d'ici la COP28, nul ne sait quel montant pourra être levé auprès des pays riches, qui peinent déjà à honorer leur promesse de fournir 100 milliards de dollars de finance climat par an.

- "Opinions bien arrêtées" -

La transition et l'adaptation en nécessitent pourtant des milliers de milliards, mais "la finance publique est le levier qui va débloquer la finance privée", rappelle constamment Harjeet Sing de l'ONG Climate Action Network.

Le fonds sur les pertes et dommages "est basé sur le volontariat (...), ce n'est pas un dû", défend la ministre française, qui a présidé avec son homologue du Bangladesh Shahab Uddin une séance mardi pour dégripper le dossier.

Pour Mme Pannier-Runacher, un accord doit être vite trouvé pour éviter que ce dossier symbolique ne devienne "peut-être un prétexte pour ne pas aborder les discussions qui fâchent", en premier la réduction des gaz à effet de serre.

- Energies fossiles -

La conférence doit établir le premier bilan officiel des efforts de l'humanité pour respecter l'accord de 2015 et son ambition de limiter le réchauffement climatique "si possible à 1,5°C" depuis l'ère pré-industrielle.

Pour la première fois, 2023 flirte avec cette limite et le climat mondial, sur plusieurs années, est considéré comme déjà réchauffé d'environ 1,2°C, avec son cortège de catastrophes.

Ces derniers mois, le débat sur la fin des énergies fossiles, moteur essentiel du réchauffement, s'est imposé comme jamais dans les négociations onusiennes. Depuis 30 ans, elles n'ont abouti qu'à un objectif de réduction du charbon à la COP26.

Mais le vif débat attendu entre pays producteurs, pays émergents dépendant des hydrocarbures, économies riches toujours grandes consommatrices et états insulaires menacés par la montée des eaux, est temporairement au second plan.

"Je sais qu'il y a des opinions bien arrêtées sur l'idée d'inclure une formulation sur les combustibles fossiles et les énergies renouvelables" dans l'accord final de la COP28, s'est contenté de déclarer lundi son futur président, Sultan al-Jaber, appelant à trouver "un terrain d'entente".

Sultan al-Jaber, également patron de la compagnie pétrolière émiratie Adnoc, a mis de côté sa formule habituelle sur la réduction "inévitabile" des fossiles.

"C'est trop tôt, cela bloquerait les négociations", souffle un membre de son entourage, alors que dans les couloirs les discussions vont bon train sur les réticences des pays du Golfe, Arabie saoudite en tête.

Sans être encore acquis, l'objectif de tripler les capacités des énergies renouvelables d'ici 2030 (pour atteindre 11 terawatts) semble en meilleure voie.

"Si vous acceptez les 11 TW, vous avez accepté de réduire les émissions des énergies fossiles", a déclaré lundi Francesco La Camera, directeur général de l'Agence internationale pour les renouvelables (Irena), confiant malgré l'explosion de la demande énergétique.

## **Comment le magnat du pétrole qui préside la COP28 compte porter les ambitions des pays du Sud - The Conversation - 30 octobre - Ibrahim Ozdemir.**

En décembre 2023, les négociateurs des pays du monde entier se réuniront aux Émirats arabes unis pour le prochain cycle de négociations internationales sur le climat. Alors que ces négociations sont considérées comme essentielles pour obtenir les accords mondiaux nécessaires pour éviter d'atteindre un changement climatique dangereux, la confiance dans le sommet, connu sous le nom de COP28, est au plus bas. L'une des raisons tient à la personne qui est aux commandes.

Les Émirats arabes unis ont mis le feu aux poudres en janvier 2023 en annonçant que le sultan Ahmed al Jaber, PDG de l'entreprise publique Abu Dhabi National Oil Company (Adnoc), serait le président désigné du sommet sur le climat, ce qui lui donnerait un large contrôle sur l'ordre du jour de la réunion.

Des hommes politiques américains et européens ont exigé la démission de M. al-Jaber. L'ancien vice-président américain Al Gore a affirmé que les intérêts des industries fossiles avaient « capturé le processus des Nations unies à un degré inquiétant, allant jusqu'à nommer le PDG de l'une des plus grandes compagnies pétrolières du monde à la présidence de la COP28 ».



L'envoyé présidentiel des États-Unis pour le climat, John Kerry, a échangé avec le sultan Ahmed al Jaber lors du Forum mondial de l'énergie de l'Atlantic Council à Abu Dhabi le 14 janvier 2023. John Kerry a apporté son soutien à M. al-Jaber lorsqu'il a été choisi pour diriger la COP28. Karim Sahib/AFP

Les inquiétudes quant à l'obstruction des politiques proclimat par les industries fossiles sont tout à fait légitimes, à mon avis. Il existe de nombreuses preuves que les plus grandes industries fossiles savaient déjà depuis des décennies que leurs produits provoqueraient le changement climatique, et qu'elles ont délibérément tenté de nier les sciences du climat et de s'opposer à l'évolution des politiques climatiques.

Cependant, je pense que les appels à boycotter la COP28 et à bannir le choix de la région pour la diriger sapent la crédibilité des négociations des Nations unies et négligent le potentiel du programme de la COP28.

J'ai été conseiller du Programme des Nations unies pour l'environnement et je suis spécialiste de l'éthique environnementale. Mes propres préoccupations sur cette question m'ont amené à faire équipe avec six collègues du Sud pour mener une analyse comparative détaillée des objectifs et du comportement des cinq dernières présidences de la COP sur le climat.

Nous avons conclu, à notre grande surprise, que le programme politique promu par la présidence des Émirats arabes unis à la COP28 pourrait largement contribuer à accélérer la transition vers la sortie des énergies fossiles. Nous avons également constaté que de nombreuses critiques formulées à l'encontre de la présidence des Émirats arabes unis étaient infondées.

### **Comment Ahmed al Jaber a été choisi**

Tout d'abord, il est utile de comprendre comment les présidents des COP sont choisis.

Le choix du pays qui accueille le sommet de la COP est géré par un processus des Nations unies qui fait l'objet d'une alternance démocratique entre six régions. Les pays de chaque région se consultent pour savoir qui représentera leur région, et ce pays fait une proposition, qui est évaluée et finalisée par le secrétariat qui gère la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Pour la COP28, la région Asie-Pacifique, qui se compose d'un ensemble diversifié de pays en développement, a choisi les Émirats arabes unis et Ahmed al Jaber.

### **Les préoccupations énergétiques des pays du Sud**

Pour certains pays du Sud, la perspective d'une élimination progressive des énergies fossiles – demandée par de nombreux groupes militants et pays à l'approche de la COP28 –

semble non seulement décourageante, mais aussi une menace pour le développement économique.

Sur les dizaines de pays producteurs de pétrole dans le monde, environ la moitié sont des pays en développement à revenu intermédiaire dont les économies sont très vulnérables face à la volatilité des prix du pétrole et du gaz. Des études ont suggéré qu'une élimination rapide des énergies fossiles pourrait entraîner des milliards de milliards de dollars de pertes dues aux investissements dans les infrastructures des pays producteurs de pétrole, s'ils n'y sont pas préparés.

En même temps, de nombreux États du Sud sont confrontés aux conséquences démesurées du changement climatique, qu'il s'agisse de phénomènes météorologiques extrêmes ou de l'élévation du niveau de la mer qui peuvent menacer l'existence même de leurs communautés.

Ahmed Al Jaber a qualifié l'élimination progressive des combustibles fossiles d'« inévitabile » et d'« essentielle », mais il a aussi déclaré que le système énergétique et les pays du Sud n'étaient pas prêts pour une élimination rapide du fossile tant que les énergies renouvelables n'augmenteront pas, et que le sommet devrait se concentrer sur l'adaptation. Ce point de vue, bien que soutenu par certains pays du Sud, a suscité de vives critiques.

### **Al Jaber, Masdar et l'Adnoc**

La présidence de la COP28 par Ahmed Al-Jaber a été décrite par certains comme une tentative des Émirats arabes unis de « verdir » les plans d'expansion pétrolière et gazière d'Adnoc, l'une des plus grandes compagnies pétrolières au monde.

Bien que je sois sensible à cette préoccupation, mes collègues et moi-même l'avons trouvée beaucoup trop simpliste. Al-Jaber a passé l'essentiel de sa carrière dans le secteur des énergies renouvelables. En 2006, il a fondé et dirigé la société d'État des Émirats arabes unis spécialisée dans les énergies renouvelables, Masdar, qu'il a aidée à devenir le plus grand opérateur d'énergies renouvelables en Afrique.

Il a été nommé PDG de l'Adnoc en 2016, dans le cadre du lancement officiel par les Émirats arabes unis d'une stratégie nationale pour l'après-pétrole. L'année précédente, le prince héritier Mohammed bin Zayed avait prononcé un discours déclarant que les Émirats arabes unis célébreraient « le dernier baril de pétrole » d'ici le milieu du siècle.



Le sultan Ahmed al-Jaber a rencontré les responsables de plusieurs pays en développement, dont le ministre indien de l'environnement, des forêts et du changement climatique, Bhupender Yadav (à droite). R.Satish Babu/AFP

L'Adnoc a été fortement critiquée pour avoir prévu d'investir 150 milliards de dollars dans l'expansion de ses capacités pétrolières et gazières au cours de cette décennie. Je partage ces inquiétudes. Pour rester dans les limites de 1,5 °C de réchauffement climatique adoptées dans le cadre de l'accord de Paris, le monde pourrait devoir cesser les nouveaux investissements dans les combustibles fossiles, comme l'a préconisé l'Agence internationale de l'énergie, et aussi déclasser quelque 40 % des réserves de combustibles fossiles déjà exploitées.

Cependant, je pense également qu'il faut replacer cette question dans un contexte mondial lorsque l'on discute de la présidence de la COP28 : des plans de croissance des énergies fossiles bien plus importants que ceux des Émirats arabes unis sont menés par les États-Unis, le Canada, la Russie, l'Iran, la Chine et le Brésil. La majeure partie du financement des énergies fossiles dans le monde provient de banques des États-Unis, du Canada et du Japon. Et depuis 2015, les banques européennes ont versé un montant colossal de 1,3 billion de dollars dans les combustibles fossiles, dont 130 milliards de dollars pour la seule année 2022.

### **Le programme de la COP28**

Dans notre évaluation, nous avons constaté que les Émirats arabes unis font déjà preuve d'un leadership qui va au-delà des présidences précédentes de la COP.

Notre rapport a révélé que la valeur totale des projets d'énergie renouvelable prévus par les Émirats arabes unis avec divers partenaires au cours de la décennie s'élève à plus de 300 milliards de dollars. Selon notre analyse, ce montant est considérablement plus élevé que les investissements dans les énergies propres mobilisés par les présidences précédentes de la COP.

Le programme de la COP28 que les Émirats arabes unis promeuvent offre également une voie prometteuse pour accélérer la transition vers l'abandon des énergies fossiles.

Il prévoit de tripler la capacité des énergies renouvelables au cours des sept prochaines années, en réduisant encore les coûts pour concurrer rapidement les combustibles fossiles, potentiellement au cours des 20 prochaines années.

Il demande également aux pays d'accepter de cesser la production d'énergies fossiles lorsque les émissions de CO<sub>2</sub> ne sont pas capturées d'ici au milieu du siècle, ce qui pourrait accélérer le développement de la capture, de l'utilisation et du stockage du CO<sub>2</sub> à des fins commerciales.

Enfin, la restructuration du financement de la lutte contre le changement climatique pour le rendre moins coûteux et réduire le fardeau de la dette, comme le propose la présidence des Émirats arabes unis, pourrait débloquer les milliers de milliards de dollars dont le monde en développement a désespérément besoin pour soutenir ses transitions énergétiques tout en s'industrialisant. Étant donné que le manque de financement est le principal obstacle à la transition énergétique dans les pays en développement, il est essentiel que la COP28 se concentre sur ce point.

Certes, le fait qu'un PDG du secteur pétrolier dirige un sommet sur le climat est inquiétant pour tous ceux qui prônent une réduction progressive et rapide des combustibles fossiles, et il reste à voir dans quelle mesure les Émirats arabes unis sont attachés à ces politiques. Mais mes coauteurs et moi-même avons conclu que si le sommet de la COP28 parvient à conclure des accords historiques sur les questions susmentionnées, il s'agira d'une avancée significative dans l'accélération d'une transition juste vers l'abandon des énergies fossiles.



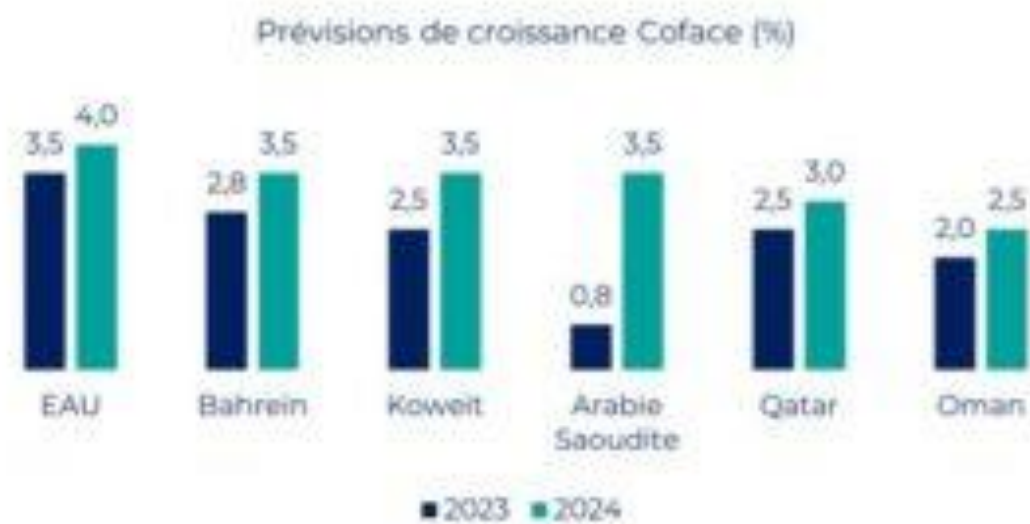
Mais aussi d'une amélioration considérable par rapport à ce qui a été proposé lors des précédents sommets de la COP.

## **Pays du Golfe : reprise de la croissance en 2024 selon Coface - Le Moci - Sophie Creusillet - 30 octobre.**

Après avoir connu un ralentissement économique en 2023, principalement en raison de la baisse de la production et des prix de l'énergie, 2024 devrait être une année de plus forte croissance pour les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG, estime Coface.

**Émirats arabes unis, Bahreïn, Qatar, Oman, Koweït et Arabie saoudite.** Ces six économies devraient globalement bénéficier de la hausse des prix du pétrole observable depuis cet été, mais de manière inégale. Après plusieurs mois de pessimisme sur la demande mondiale de pétrole, les prix ont entamé leur remontée suite à l'annonce par la **Russie** et, surtout, l'**Arabie saoudite**, de la prolongation de leurs réductions de production jusqu'à la fin de l'année.

Des niveaux élevés de dette publique, la persistance de faiblesses fiscales structurelles et des ressources naturelles plus limitées que celles des autres pays de la région contraindront **Bahreïn** et **Oman** à rester vigilants, estime Coface. Bahreïn devrait ainsi continuer à enregistrer le ratio dette publique/PIB le plus élevé de la région, avec 125 % en 2023.



### *Bahreïn et Oman encore vulnérables*

Compte tenu du niveau élevé du prix du baril nécessaire pour équilibrer le budget, estimé à environ 125 USD pour 2023, les autorités ont commencé à envisager des mesures pour limiter un nouveau creusement du déficit public.

Malgré des excédents réguliers de la balance courante, l'important déficit budgétaire et la nécessité de préserver l'ancrage de la monnaie pèsent sur **les réserves de change** de Bahreïn. Alors que des réserves couvrant trois mois d'importations sont généralement considérées comme le niveau minimum adéquat, les réserves actuelles ne couvriraient que 1,5 mois d'importations en 2023.

La dynamique de dette d'Oman semble plus équilibrée, mais le pays souffre également de faiblesses budgétaires structurelles, principalement en raison de ses ressources naturelles limitées. Depuis la chute des prix du pétrole en 2015 et 2016, **Oman** n'a cessé d'enregistrer des déficits jumeaux (comptes courants et budgétaires).

#### *L'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis à la rescousse*

En cas d'urgence, lorsque les fonds viennent à manquer, **l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis** apportent historiquement leur soutien aux autres pays du CCG. Ces trois pays ont ainsi annoncé un programme d'aide de 10 milliards de dollars (Md USD) à Bahreïn en 2018, après avoir fourni 20 Md USD à Oman et à Bahreïn en 2011, illustrant les alliances stratégiques et économiques nouées entre ces pays.

Ces fonds ont ainsi permis de **réduire les déficits budgétaires** des deux pays, d'atténuer les effets négatifs des programmes d'assainissement budgétaire et d'introduire des réformes fiscales visant un meilleur alignement des économies du Conseil de coopération du Golfe.

#### *Une concurrence féroce dans les mêmes secteurs pour se diversifier*

Sur **les questions monétaires**, toutes les monnaies – à l'exception du Koweït dont la monnaie est rattachée à un panier de devises confidentiel – sont ancrées au dollar américain. En ligne avec les futures décisions de la Fed, les banques centrales du CCG maintiendront leurs taux directeurs à un niveau élevé jusqu'à ce que la Fed décide d'entamer son cycle d'assouplissement monétaire.

Bien qu'encore très dépendants du secteur pétrolier, ces six pays ont mis en œuvre des **plans de diversification économique**, suite à la chute des prix, entre 2014 et 2016. Si les Émirats arabes unis ont été à la pointe de la diversification économique, l'Arabie saoudite a également annoncé des investissements colossaux ces dernières années.

Les deux pays, mais aussi le Qatar et, dans une moindre mesure, Oman, **visant les mêmes secteurs (construction, tourisme, finance)**, il existe toutefois, selon Coface, un réel risque de concurrence intrarégionale, risque renforcé par l'origine des financements de ces stratégies de diversification : les revenus pétroliers.

## **Europe likely primary region for GCC telecom operators' expansion: Moody's - Gulf Times - 31 octobre - Pratap John.**

GCC telecom operators are actively looking for and investing in telecommunications enterprises within Europe and potentially in Africa and Asia, Moody's Investor Service said in a report.

This increased market activity, which is evident since 2022, follows several quiet years, Moody's said in a report.

Thanks to the buoyant macroeconomic environment in their domestic markets, the companies demonstrate solid financial performance and benefit from robust balance sheets. Now, they are eager to deploy their significant resources, diversify from oil-dependent or emerging market economies, increase their buyer power over vendors and preserve growth in consolidated revenue and earnings.

"These investments could be credit supportive in the long term," Moody's noted. But the acquisition benefits will depend on the balance between the maturity and growth potential of new geographies. Previous investments in African and Asian enterprises have so far demonstrated mixed results because of currency and macroeconomic volatility and the sometimes unpredictable legal and regulatory environment in some regions.

Therefore, the GCC operators are currently trying to strike a balance between more stable operating environments and some potential for growth in telecommunications markets.

According to Moody's, Europe is likely to be the primary region for expansion. It complements the GCC companies' existing footprint and provides for diversification into more developed jurisdictions. The recently announced deals confirm this direction.

However, European governments will be cautious in approving acquisitions of strategic telecom assets by foreign investors. This makes the acquisition of sizeable minority shareholdings a potentially attractive option.

The report noted GCC operators are investing in digital consumer services and tech enterprise solutions in parallel with their expansion into new markets.

These are complementary to their core connectivity offering and leverage the existing customer base while diversifying from their traditional telecom businesses.

Moody's expects the GCC telecoms operators' annual revenue to increase by 3% on average in 2023-24.

The GCC telecoms operators are catching up with the global trend of tower infrastructure divestment, it said. In theory, this should bring operational benefits and help unlock the monetary value of the assets while reducing operating expenses and capital spending.

Higher valuation multiples for tower infrastructure than for telecoms operators create a financial arbitrage opportunity.

Although tower valuation multiples may compress now because of higher interest rates, limiting potential upside for sellers, they will remain far above those of telecoms operators.

Therefore sales of tower infrastructure have the potential to help the companies unlock

monetary value and provide cash for deleveraging or capital spending, maximising shareholder value and improving return on capital employed.

Moody's noted tower sales will also help the GCC telecoms operators optimise operating costs and capital spending thanks to sharing of the infrastructure.

In addition, as the GCC operators progress with their 5G rollout, collocation arrangements should be strongly beneficial because of the high density of towers on the surface required for this technology.

However, depending on tower lease arrangements, currently increased inflation may temporarily curtail the expected benefits because of higher indexation of lease costs, Moody's said.

## **Saudi Arabia** to begin producing insulin domestically with new partnership - Arabian Business - 30 octobre.

The agreement was concluded by the National Company for the Unified Purchase of Medicines, Medical Devices and Supplies (NUPCO), Sudair Pharmaceuticals Company, and Sanofi Company.

Saudi Arabia announced initiating efforts to undertake the production of insulin in the country, with the signing of a preliminary agreement on this at the Global Health Forum in Riyadh.



The agreement came in partnership with the Local Content and Government Procurement Authority and the Spending Efficiency and Government Projects Authority (Expro) by activating the contracting method for the localisation of the industry and the transfer of knowledge.

The agreement was concluded by the National Company for the Unified Purchase of Medicines, Medical Devices and Supplies (NUPCO), Sudair Pharmaceuticals Company, and Sanofi Company.

The pact is expected to maximise the government's purchasing power and achieve self-sufficiency in a number of priority products and sectors through localisation of the manufacture of some insulin products.

The Global Health Forum, scheduled to close on Tuesday, is expected to see more investment agreements in the health sector and medical technologies.

## **Pour Ludovic Pouille, la Vision 2030 fait de **Riyad** l'une des villes les plus attractives au monde - Arab News - 30 octobre - Zeina Zbibo.**



Ludovic Pouille, l'ambassadeur de France en Arabie saoudite, prononce un discours d'ouverture lors de l'événement (Photo, fournie).

- Trente entreprises françaises de design et d'architecture, membres de l' Afex, ont rencontré des responsables des mégaprojets saoudiens lors d'un symposium à Riyad
- «Les opportunités de collaborations franco-saoudiennes sont illimitées», a déclaré Ludovic Pouille, l'ambassadeur de France en Arabie saoudite, dans son discours d'ouverture

RIYAD: Une délégation d'architectes français représentant 30 entreprises françaises s'est réunie à Riyad pour un symposium visant à explorer le potentiel de partenariats stratégiques dans le secteur, en ligne avec la Vision 2030 du Royaume.

L'événement, organisé par l'association Architectes français à l'export (Afex) et Business France, s'inscrit dans le cadre du troisième partenariat stratégique franco-saoudien sous la bannière: «façonner les villes de demain».

Les investissements saoudiens dans les mégaprojets, l'infrastructure, l'urbanisme et l'aménagement paysager alimentent son potentiel de croissance et renforcent son attractivité en termes d'investissements étrangers, de tourisme, d'hôtellerie, d'activités récréatives et sportives.



Les investissements saoudiens dans les mégaprojets, l'infrastructure, l'urbanisme et l'aménagement paysager alimentent son potentiel de croissance (Photo, fournie).

«Les portes des opportunités en Arabie saoudite sont grandes ouvertes. La concurrence est forte, mais vous avez de grands atouts en main pour contribuer au développement du Royaume. Les opportunités de collaborations franco-saoudiennes sont illimitées», a déclaré Ludovic Pouille, l'ambassadeur de France en Arabie saoudite, dans son discours d'ouverture lors de l'événement.

«La Vision 2030 positionne Riyad comme l'une des villes les plus attractives au monde. Aujourd'hui, nous soutenons fièrement la candidature de l'Arabie saoudite pour accueillir l'Expo 2030: pour les mégaprojets, personne ne les fait mieux que les entreprises saoudiennes», a-t-il ajouté.

À cette fin, le Ministère saoudien des Affaires municipales et rurales et du Logement (Momra) joue un rôle actif dans la création de communautés dynamiques conciliant tradition et modernité, croissance et durabilité.

«Notre objectif est de créer un espace qui encourage la vie communautaire et la "smart mobility" dans le cadre de Momra 2.0», a affirmé Ihab Hashani, vice-ministre saoudien du Momra, en suivant un ensemble de directives représentant l'histoire des villes du pays et

préservant leur identité, tout en travaillant en étroite collaboration avec les municipalités pour assurer la mise en œuvre.



Ihab Hashani, vice-ministre saoudien du Momra (Photo, fournie).

Pour Reda Amalou, président de l'Afex, qui s'est aussi exprimé lors de la conférence, «la mise en œuvre et la concrétisation de la Vision 2030 sont frappantes (...). Le prince Mohammed ben Salmane a ouvert l'économie saoudienne au monde tout en préservant la tradition du pays».



Reda Amalou, président de l'Afex (Photo, Fournie).

Amalou a souligné que AIUla était un modèle réussi de coopération franco-saoudienne, et il a réaffirmé la nécessité pour l'Afex de poursuivre cet élan de partage d'expertise, ainsi que de contribuer à la scène architecturale en Arabie saoudite.

En mars 2023, un protocole d'accord a été signé entre l'Afex et la Commission de l'architecture et du design (MOC), participant activement au développement de la jeunesse

dans le cadre de la Vision 2030 et offrant des opportunités de formation professionnelle pour les jeunes Saoudiens au sein de cabinets français en France.

L'architecture française résonne avec la préservation du patrimoine et au luxe, mais pas seulement. L'éducation, la santé et l'écotourisme sont quelques-uns des domaines variés mettant en avant l'expertise française et laissant place à de potentielles collaborations futures.

Diriyah, «le joyau du Royaume», est un exemple important montrant comment construire la «ville du futur», tout en préservant le patrimoine. «Inauguré en 2019, le projet Diriyah est en harmonie avec la région. Diriyah est directement liée à la ville de Riyad, au Kafd et au nouveau projet Mourabba, connectant ainsi la tradition à la modernité et au développement de la ville», a déclaré Mohammed Darwish, directeur des partenariats stratégiques et des relations internationales (DGDA).

L'Arabie saoudite élève la barre du développement durable, la plaçant au centre de la prise de décision. En reliant le Wadi Hanifa au Wadi al-Soulay, le Boulevard des Sports est le premier mégaprojet durable et respectueux de l'environnement à 360 degrés.

«Il s'agit d'un parc linéaire avec des biens immobiliers qui le traversent. Nous transformons un ancien corridor utilitaire, rétablissant le désert de sables rouges pour lequel Riyad est connu, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2040», a déclaré Jayne McGivern, PDG de la Fondation du Boulevard des Sports.

La création de quartiers verts, avec l'eau et les arbres comme principaux moteurs, est l'avenir de la ville.

Pour Donald Sharp, directeur de la conception du programme Green Riyadh, «il s'agit de créer des connexions, d'encourager les gens à utiliser les transports en commun et d'augmenter le pourcentage d'espaces verts pour améliorer la qualité de l'air».

Green Riyadh vise à augmenter la couverture verte de 1,5 % à 9,1 %, à améliorer la qualité de vie et la santé publique en créant des espaces ouverts, en réduisant la consommation d'énergie et vise à faire de Riyad l'une des 100 meilleures villes du monde en termes de qualité de vie.

Aujourd'hui, il y a urgence à repenser les villes, avec «une empreinte minimale, une hyperconnectivité, une proximité et une infrastructure invisible. (...) Permettre l'accès à davantage de personnes et offrir des services au plus grand nombre», a déclaré Tarek Qaddoumi, directeur exécutif de Neom.

Neom, un exemple de la ville du futur, «est une économie avec divers secteurs accueillant 9 à 10 millions de personnes. (...) Un projet saoudien dont nous sommes fiers. Neom met néanmoins l'accent sur l'attraction des meilleurs talents du monde entier», a-t-il précisé.

Au cours du symposium, les membres d' Afex, représentant des cabinets d'architecture français, ont rencontré des dirigeants à la pointe des mégaprojets saoudiens (l'Autorité de développement de Diriyah Gate (DGDA), la Commission royale d'AlUla, Red Sea Global, Neom, Soudah Development...).

L'événement sera suivi d'une série d'ateliers thématiques sur les villes du futur comme Riyad, nouveau pôle d'architecture, et sur les manières dont le secteur privé peut répondre aux attentes de Vision 2030 et de ses mégaprojets emblématiques.



La candidature pour accueillir l'Expo 2030 en Arabie saoudite est un autre exemple majeur de grandeur architecturale, avec Riyad en compétition avec Rome et Busan. La décision finale est attendue pour le 28 novembre.

## **Saudi Arabia, EU Explore Cooperation in Higher Education - Asharq Al-Awsat - 1er novembre - Rabi' Al-Thani.**

The meeting reviewed cooperation between Saudi Arabia and the European Union in higher education and research.

The Saudi Ministry of Education and the EU Delegation of Erasmus+ program reviewed cooperation in higher education and research, with the participation of European experts and representatives of major universities in the Kingdom.

Funded by the EU, the Erasmus program is the first large-scale international action program to enhance the mobility of higher education students, focusing on lifelong learning to support education, training, youth, and sports in Europe.

Since its inception 35 years ago, over 13 million students have benefited from its programs. It has a budget of \$27.9 billion running from 2021-2027.

The opportunities offered by Erasmus+ are now available to the Gulf region, where Saudi universities can establish partnerships with their European counterparts to exchange students and staff.

Speaking at the event, EU Ambassador to Saudi Arabia and Oman Christophe Farnaud said the EU is accelerating international cooperation in the academic field, offering tremendous opportunities for young Saudi students to study and live in Europe.

“Erasmus+ is designed to enhance two-way exchanges and also enable more Europeans to come to study in the Gulf, further bolstering our people-to-people contacts and our bilateral relations,” he added.

In May 2022, the EU announced its strategic partnership with the Gulf, which aims to expand and deepen cooperation between the two sides.

Several proposals between the EU and Saudi Arabia aim to enhance energy, green transformation, climate change, trade, economic diversification, regional stability, global security, and humanitarian and development challenges.

## **Maroc** - Transavia : La ligne directe « Paris-Dakhla » reprend du service ! - le7tv - 31 octobre.



L'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) a annoncé le renforcement de son partenariat avec Transavia, filiale du groupe Air France-KLM, à travers une augmentation importante de l'offre aérienne au départ de la France à partir de cet hiver 2023/2024.

Ce partenariat prévoit la relance de la ligne Paris – Dakhla, qui avait été lancée en 2018 mais avait été suspendue à cause de la crise du Covid-19. Transavia, avec l'appui de l'ONMT va donc non seulement reprendre cette liaison mais aussi doubler le nombre de fréquences par semaine de cette ligne. Les vols seront ainsi opérés lundi et vendredi en vue de dynamiser les escapades weekend de 4 jours.

Le vol inaugural a eu lieu ce lundi 30 octobre à 13H00 avec à bord Olivier Mazzucchelli, PDG de Transavia, qui a été accueilli sur le tarmac de l'aéroport de Dakhla Oued Eddahab par Adel El Fakir, Directeur Général de l'Office National Marocain du Tourisme ainsi que par les représentants du Conseil Régional du Tourisme de Dakhla.

La compagnie aérienne lancera également une nouvelle ligne directe, Paris – Errachidia, à raison d'une fréquence par semaine (dimanche). Autre axe important de cet accord, le renforcement de la desserte vers Marrakech au départ de la province, à travers l'ouverture des nouvelles lignes directes Rennes – Marrakech et Brest – Marrakech.

Ce nouveau partenariat ONMT-Transavia permettra ainsi d'injecter 252.315 sièges vers le Maroc au départ de la France durant la saison d'hiver 2023-2024, ce qui représente une augmentation significative de 39% par rapport à l'offre de l'hiver 2022-2023. En plus des

lignes aériennes sécurisées via le partenariat ONMT-Transavia, la compagnie aérienne mettra en place 206.199 sièges, ce qui portera la capacité globale à 458.514 sièges.

## L'appétence des **Émirats arabes unis** pour le métaverse - Business France - 2 novembre.

Le web3 en général et plus spécifiquement le métaverse est un secteur stratégique pour les Émirats arabe unis (EAU) et en particulier pour l'émirat de Dubaï qui se veut à la pointe sur cette verticale. Avec une volonté forte du gouvernement d'accompagner les entreprises de ce secteur grâce à une réglementation incitative, des incubateurs et [...]

**Le web3 en général et plus spécifiquement le métaverse est un secteur stratégique pour les Émirats arabe unis (EAU) et en particulier pour l'émirat de Dubaï qui se veut à la pointe sur cette verticale. Avec une volonté forte du gouvernement d'accompagner les entreprises de ce secteur grâce à une réglementation incitative, des incubateurs et des entités publiques fortement impliquées, c'est tout un écosystème qui s'est mis en place ces dernières années.**

Les nouvelles technologies occupent une place importante dans l'industrialisation des Émirats arabe unis avec le « **Tech Drive Program** » censé enrichir le PIB émirien de 6,5 Mds € via l'accompagnement de la 4<sup>e</sup> révolution industrielle sur les 5 prochaines années.

Le métaverse est encore un secteur naissant et destiné à se développer. A l'occasion du World Government Summit de 2022, la municipalité de Dubaï a annoncé son souhait de s'investir dans le métaverse à travers le concept *One Human Reality* afin de dupliquer la ville dans un espace virtuel. Cet espace est particulièrement attractif puisque les analystes estiment un potentiel de 760 Mds € qui pourraient transiter via le métaverse, contre 45 Mds € en 2020. La nouvelle autorité de régulation (VARA) a par ailleurs déjà acquis un espace dans le métaverse Sandbox pour y établir son siège. Si ce secteur est encore nouveau, la régulation et l'intérêt des acteurs rendent le marché favorable à son expansion.

Enfin, la « Dubai Metaverse Strategy » a été lancée en juillet 2022 et vise à encourager l'innovation, à renforcer les contributions économiques du métavers grâce à des collaborations en matière de recherche et développement, et à promouvoir des écosystèmes avancés en utilisant des accélérateurs et des incubateurs. Elle vise également à encourager les talents et à investir dans les capacités futures en fournissant le soutien nécessaire à l'éducation au métaverse destinée aux développeurs, aux créateurs de contenu et aux utilisateurs de plateformes numériques dans la communauté du métaverse.

Cette stratégie vise à faire de Dubaï l'une des dix premières économies métaverses au monde, ainsi qu'un centre mondial pour la communauté métaverse. En s'appuyant sur la réussite de Dubaï, qui a attiré plus de 1 000 entreprises dans les domaines de la blockchain et du métaverse. Elle promeut également les ambitions de Dubaï de soutenir plus de **40 000 emplois** dans le métaverse d'ici 2030 avec pour objectif un apport de **3.8 Mds €** à l'économie de l'émirat.

La vision du gouvernement des Émirats arabes unis est de multiplier le nombre d'entreprises dans le domaine de la blockchain par cinq via **trois initiatives** :

- Encourager **l'innovation**, via la R&D et promouvant des écosystèmes d'aide comme les incubateurs qui attirent des entreprises et des projets à Dubaï
- Encourager **les talents** et investir dans les capacités futures, via le soutien à l'éducation au métaverse destinée aux développeurs, aux créateurs de contenu et aux utilisateurs de plateformes numériques
- Développer **la technologie web3** et ses applications pour créer de nouveaux modèles gouvernementaux dans des secteurs comme le tourisme, l'éducation, le retail, le travail à distance, les soins de santé et le secteur juridique.

Les principaux piliers de la stratégie sont :

- la réalité étendue (qui mélange les mondes physique et virtuel)
- la réalité augmentée (RA)
- la réalité virtuelle (RV)
- la réalité mixte (MR)
- et les jumeaux numériques (une représentation virtuelle d'un objet ou d'un système)  
Réglementations spécifiques :
- Avec la création du Virtual Assets Regulatory Authority (VARA), premier régulateur gouvernemental au monde à faire ses débuts dans le métaverse, différents acteurs privés se lancent dans le secteur des NFT (Emirates, Chalhoub avec Christofle, e&, ...)
- D'après un rapport de la Banque mondiale (2022), l'adoption universelle des technologies numériques devrait créer un afflux d'emplois et récolter d'énormes avantages socio-économiques dans la région MENA  
De nombreuses actualités métaverse en 2022/2023 aux EAU :
- Création de la société émirienne BEDU pour accélérer la réalisation de la vision du web3, de la blockchain, des NFT et du métaverse
- La compagnie aérienne Emirates prévoit de créer des NFT et des expériences dans le métaverse
- La VARA de Dubaï entre dans le métaverse avec Sandbox HQ
- Christofle, société du groupe Chalhoub, entre dans le métaverse avec sa première collection de NFT « 925 Genesis MOOD »
- Emirates NBD, le DIFC et Microsoft lancent un programme d'accélération pour les jeunes pousses FinTech dans le métaverse
- Metaverse Holdings annonce que Dubaï et Abu Dhabi seront les premières villes à être transposées dans le métaverse
- DEWA devient la première entité gouvernementale à se lancer dans le métaverse

- La zone franche de Dubaï « Dubai Airport Freezone » lance METADAFZ et fait son entrée dans le métaverse
- Les Émirats arabes unis créent un ministère de l'économie dans le métaverse
- La Chambre de l'économie numérique de Dubaï – l'une des trois chambres opérant sous l'égide des Chambres de Dubaï – a déclaré avoir reçu 153 candidatures provenant de 27 pays pour son académie « Future of the digital economy: business in the metaverse »
- Le Dubai Racing Club connu pour être l'hôte de nombreuses courses de chevaux a lancé le « Dubai Verse Cup » dans le métaverse
- Majid Al Futtaim a annoncé le lancement d'un « Mall of the metaverse » avec à l'intérieur plusieurs marques emblématiques comme Carrefour, VOX Cinemas...
- La zone franche DIFC a lancé un programme d'accélération dédié aux métaverse ainsi qu'une plateforme métaverse
- « World Metaverse Show » organisé le 1<sup>er</sup> novembre 2023 à Dubaï

## L'engagement des **Émirats** dans la transformation de l'Afrique - New African - 31 octobre - Ben Payton.



**L'expérience des Émirats arabes unis en matière de développement de projets industriels et d'énergie verte les place en position de force pour contribuer à la transition énergétique de l'Afrique, déclare Mariam Almheiri, ministre du changement climatique du pays.**

Alors que les Émirats arabes unis se préparent à accueillir le sommet sur le climat COP28, fin novembre, le pays du Golfe se fait de plus en plus remarquer par sa présence dans le secteur

florissant de la finance verte en Afrique. Par exemple, un groupe d'investisseurs émiratis a dévoilé un engagement historique de 4,5 milliards de dollars pour investir dans des projets d'énergie propre sur le continent lors du Sommet africain sur le climat qui s'est tenu en septembre.

Mariam Almheiri, ministre émiratie du changement climatique et de l'environnement, explique à *African Business* que son pays est déterminé à jouer son rôle dans le financement de la lutte contre le changement climatique : « *Les Émirats arabes unis sont prêts à fournir l'argent et la technologie nécessaires pour aider l'Afrique à se transformer.* »

« Créer ou mettre à disposition des fonds est une chose, mais s'assurer que l'on s'adresse aux bonnes entités pour les mettre en œuvre sur le terrain est un tout autre défi. »

La capacité des Émirats arabes unis à investir des milliards de dollars dans leur pays et dans le monde entier reflète la richesse accumulée au cours de décennies de production de pétrole et de gaz. Pourtant, c'est l'expérience du pays dans le développement de l'énergie verte et des projets industriels – y compris certains des plus grands parcs solaires du monde –, qui place le pays en position de force pour contribuer à la transition énergétique de l'Afrique, selon la ministre.

Si les Émirats arabes unis ont depuis longtemps une présence politique et économique significative sur le continent, en particulier dans certaines régions d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Est, le pays a renforcé son engagement économique ces derniers mois.

Le 12 septembre, les gouvernements des Émirats arabes unis et du Nigeria ont conclu un accord permettant aux compagnies aériennes Emirates et Etihad Airlines, basées aux Émirats arabes unis, de revenir dans le pays après une interruption d'un an causée par une querelle sur le rapatriement des fonds. L'accord reflète la volonté des Émirats d'exploiter les principaux marchés africains.

### **Flux d'investissements**

L'engagement récent le plus important est sans aucun doute la promesse des Émirats de verser 4,5 milliards \$ dans l'énergie verte africaine. « *Nous joignons le geste à la parole, en intervenant là où nous le pouvons, pour dire : voici notre contribution pour aider l'Afrique à transformer ses systèmes énergétiques* », justifie Mariam Almheiri.

L'investissement prévu est dirigé par quatre entités : le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, Etihad Credit Insurance, Masdar et AMEA Power. Organismes qui ont tous des liens étroits avec le gouvernement émirati. Le président de la COP28, Sultan Ahmed Al Jaber, est, on le sait, le président de Masdar, une société d'État spécialisée dans les énergies renouvelables, en plus d'être ministre de l'industrie et des technologies avancées et PDG de la compagnie pétrolière nationale ADNOC.

Mariam Almheiri confirme auprès d'*African Business* que l'engagement de 4,5 milliards de dollars était le fruit de la collaboration entre le gouvernement émirati et les quatre institutions. Le ministre avance plusieurs raisons pour expliquer l'enthousiasme des Émirats arabes unis à soutenir la transition énergétique en Afrique. L'« *Afrique est si proche des Émirats arabes unis. Nous entretenons d'excellentes relations stratégiques avec de nombreux pays africains* », explique-t-elle, rappelant l'histoire des liens commerciaux et touristiques entre l'Afrique et les Émirats. Et Mariam Almheiri ajoute que sa récente visite à Nairobi pour le Sommet africain sur le climat a constitué « *un rappel à la réalité* » qui a illustré la nécessité pour les partenaires internationaux de soutenir la population jeune et en croissance rapide du continent. « *Ils ont dit que 30 millions de personnes entraînent dans la population active chaque*

année. *Le potentiel est donc énorme, mais il est très important de ne pas oublier l'aspect des moyens de subsistance* », prévient la ministre.

« *Lorsque nous parlons de transformer le système énergétique ou le système alimentaire, nous devons nous assurer que nous prenons en compte les moyens de subsistance des populations.* »

La ministre reconnaît également que l'Afrique subit de plein fouet les effets du changement climatique, bien qu'elle ne contribue que pour une très faible part aux émissions mondiales cumulées. Notant que les précipitations deviennent moins fiables et les sécheresses plus fréquentes, Mariam Almheiri affirme qu'il est essentiel de veiller à ce que « *les choses soient réglées* » pour « *garder l'Afrique intacte* » et « *arrêter les routes migratoires* ».

Les Émirats arabes unis font jouer leurs muscles en matière de financement de la lutte contre le changement climatique.

En fin de compte, l'accent mis par le pays envers l'Afrique est le résultat de sa détermination à montrer un certain *leadership* mondial en matière de financement climatique, alors qu'il s'apprête à accueillir le monde à Dubaï pour la COP28. L'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables et l'accélération de la transition énergétique seront l'un des principaux thèmes de la conférence.

« *Le financement de la lutte contre le changement climatique est un sujet qui revient dans toutes les conversations que nous avons* », reconnaît Mariam Almheiri. Qui se dit tout à fait consciente que l'Afrique se fait de plus en plus entendre pour exiger que les promesses de longue date de financement du développement durable se concrétisent. « *Je vais vous dire pourquoi ils ont vraiment insisté sur ce point : un engagement de 100 milliards de dollars était censé être pris il y a 14 ans* », confie la ministre, en référence à une promesse faite aux pays en développement lors d'un sommet sur le changement climatique à Copenhague, en 2009. « *Les pays africains n'ont cessé de dire à notre président de la COP28 : « Où est cet argent ? »* »

Lors du sommet de Nairobi, les gouvernements africains ont convenu que leur priorité lors de la COP28 serait de faire pression sur les gouvernements du Nord pour qu'ils respectent leurs engagements antérieurs. Ceux-ci comprennent également le fonds pour les pertes et dommages promis lors de la COP de l'année dernière comme moyen de soutenir les pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique.

« *Ils ont des projets prêts, mais ils disent toujours que la disponibilité, le caractère abordable et l'accessibilité des financements est le plus grand défi auquel ils sont confrontés* », commente Mariam Almheiri.

« *Nous avons compris que nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre* », conclut-elle. « *Chaque pays doit également s'impliquer et faire quelque chose. Et comme nous accueillons le monde entier, nous avons pris les choses en main : D'accord, rassemblons certaines de ces entités et voyons ce que nous pouvons faire.* »

## **Les défis de la mise en œuvre**

Les Émirats arabes unis travailleront avec Africa50, la plateforme d'investissement dans les infrastructures, pour aider à sélectionner les projets qui recevront des investissements dans le cadre de son initiative en faveur de l'énergie verte. Selon Mariam Almheiri, la contribution d'Africa50 sera essentielle à la réussite de la mise en œuvre de l'initiative.

« *Créer ou mettre à disposition des fonds est une chose, mais s'assurer que l'on s'adresse aux bonnes entités pour les mettre en œuvre sur le terrain est un tout autre défi.* » Les événements récents montrent que l'on ne saurait trop insister sur l'importance d'avoir un partenaire africain. En effet, certaines incursions en Afrique d'investisseurs basés aux Émirats

arabes unis se sont heurtées à des problèmes qui auraient pu être évités grâce à une plus grande sensibilité aux réalités politiques et sociales locales. En particulier, plusieurs projets de transactions impliquant l'investisseur Blue Carbon, basé à Dubaï, ont suscité la controverse.

L'entreprise a négocié un projet d'accord de location d'une immense concession au Liberia, couvrant près de 10 % du territoire du pays. Elle prévoit d'utiliser les terres pour générer des crédits carbone en restaurant et en protégeant les forêts.

Les militants et les partis d'opposition ont vivement critiqué l'accord envisagé, assimilant l'imposition d'une concession sans l'accord des communautés forestières à « *un colonialisme du carbone* ». Blue Carbon se refuse à tout commentaire public.

Néanmoins, les Émirats arabes unis ne reculent pas dans leurs efforts pour devenir un acteur de premier plan sur les marchés du carbone naissants en Afrique. Dans une annonce distincte faite lors de la Semaine africaine du climat, un groupe d'entités émiraties, agissant par l'intermédiaire d'un véhicule d'investissement connu sous le nom de UAE Independent Climate Change Accelerators, s'est engagé de manière non contraignante à acheter pour 450 millions\$ de crédits de carbone en Afrique.

Ces crédits seront achetés par l'intermédiaire de l'initiative des marchés africains du carbone, lancée l'an dernier lors du sommet COP27, dans le but de multiplier par 19 les marchés africains du carbone d'ici à 2030.

## Le pari technologique de **Dubaï** pour assurer son avenir - Le Monde - 3 novembre - Vincent Fagot.

Après avoir fait fortune grâce au pétrole, puis bâti sa prospérité dans la finance, la logistique et l'immobilier, la cité-Etat se rêve en « hub » de la nouvelle économie pour la région Moyen-Orient - Afrique du Nord et au-delà.



Le X2, une voiture volante électrique biplace développée par le constructeur chinois Xpeng Aeroht, lors de sa présentation au salon Gitex, à Dubaï, le 10 octobre 2022. - / AFP

Au Gitex, le grand salon moyen-oriental de la technologie, qui se tenait du 16 au 20 octobre à Dubaï, l'Américain Jack Selby était dans son élément. L'ancien vice-président de PayPal, qui



gère désormais le fonds d'investissement de Peter Thiel – l'un des cofondateurs de l'entreprise de paiement en ligne – possède en effet une propriété dans la cité-Etat depuis plusieurs années. Il en apprécie le climat, le mode de vie, mais aussi la vitalité économique. « *Je vous mets au défi de trouver aujourd'hui un lieu plus dynamique* », soutient-il.

Est-ce à dire qu'une nouvelle Silicon Valley pourrait y émerger ? « *Chaque région a sa propre recette pour réussir* », estime-t-il, tout en soulignant que les principaux ingrédients sont présents dans la péninsule Arabique, et en particulier à Dubaï, avec une législation favorable à l'innovation, un afflux de talents et d'énormes capitaux.

Autant de louanges ne peuvent que réjouir les autorités locales, lesquelles aspirent à faire de cette ville d'à peine plus de trois millions d'habitants une place forte de la tech mondiale. Elles en veulent pour preuve que le Gitex – auquel était convié *Le Monde* – serait, à ce jour, le plus grand salon mondial du secteur.

De fait, le nombre de start-up présentes a plus que doublé depuis 2022 (1 800 au lieu de 800). Ce sont 180 000 visiteurs qui étaient attendus en 2023 à l'ouverture de l'événement contre 115 000 enregistrés lors de la dernière édition du Consumer Electronics Show de Las Vegas (Etats-Unis), en janvier, qui joue davantage la carte des conférences en ligne.

### **Fiscalité avantageuse et accompagnement local**

Y a-t-il là de quoi rivaliser avec les Etats-Unis ? Si l'histoire de la Silicon Valley remonte au début des années 1970, l'intérêt des Emirats arabes unis pour la filière technologique remonte, au mieux, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, mais surtout aux dix dernières années. Après avoir fait fortune grâce au pétrole, puis bâti sa prospérité dans la finance, la logistique et l'immobilier, Dubaï se rêve en « hub » de la nouvelle économie pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et au-delà, jusqu'à l'Inde, l'Asie du Sud ou l'Afrique subsaharienne.

Lire aussi : [Des Silicon valley aux quatre coins du monde](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

La ville est elle-même très cosmopolite, avec une population à 88,5 % immigrée (plus d'un quart de ses habitants sont d'origine indienne). Pour Sharif El-Badawi, à la tête du Dubai Future District Fund – un fonds doté d'un milliard de dirhams émiratis (environ 256 millions d'euros), abondé en grande partie par le gouvernement de Dubaï –, « *il est plus simple d'accéder au marché africain depuis Dubaï que depuis Marrakech [au Maroc], par exemple* ».

Afin de réussir leur pari, les autorités reproduisent les recettes qui ont prouvé leur efficacité comme la création de zones franches destinées à des secteurs précis. Ainsi ont émergé la Dubai Internet City – dévolue aux technologies de l'information et de la communication –, le Dubai Biotechnology & Research Park ou la Dubai Silicon Oasis, consacrée aux industries de dernière génération. A la clé, une fiscalité avantageuse et un accompagnement local pour permettre aux jeunes entreprises de croître rapidement.

« *Le gouvernement est à l'écoute des difficultés des entrepreneurs étrangers* », témoigne Sharif El-Badawi, né aux Etats-Unis. Car ce sont bien les étrangers qui constituent le gros des entrepreneurs aux Emirats arabes unis. Le pays a accueilli de nombreux Ukrainiens depuis le début du conflit avec la Russie, en février 2022. Et la période de la pandémie du Covid-19, plutôt mieux gérée que dans le reste du monde (avec seulement trois semaines de confinement complet), a vu s'accroître l'arrivée d'expatriés. Au Gitex, en 2023, un guichet permettait même la délivrance de visas longue durée pour les entrepreneurs venus de l'extérieur.

Ces dernières années, les initiatives en faveur des sociétés technologiques se sont multipliées, avec la création du premier poste de ministre de l'intelligence artificielle, dès 2017, une stratégie visant à développer les initiatives dans la blockchain (outil de stockage et de transmission décentralisée de l'information), en 2018, ou le métavers (l'espace numérique du futur), en 2023. Dubaï s'est aussi voulu un lieu attractif en ce qu'il autorisait les expérimentations en matière de technologie. C'est, par exemple, sur son territoire qu'Amazon a pu tester son service de livraisons par drone.

Plus ambitieux, le plan D33 annoncé en janvier prévoit de permettre à Dubaï de doubler le montant de son produit intérieur brut (PIB) en dix ans. Dans ce cadre, la participation des nouvelles technologies devrait passer d'un peu moins de 10 % du PIB à 20 %.

### « Créer de l'emploi »

Cependant, avec un écosystème qui reste jeune, la cité-Etat ne peut pas encore prétendre soutenir la comparaison avec les écosystèmes américain, européen ou asiatique. Certes, la région regorge d'argent, avec les fonds souverains de la région que sont le Fonds public d'investissement d'Arabie saoudite, ainsi que l'Abu Dhabi Investment Authority et la Mubadala Development Company émiraties. Mais le montant des levées de fonds dans les Emirats arabes unis ne s'est élevé qu'à 12,6 milliards de dollars (12 milliards d'euros) entre 2012 et 2022, soit à peu près l'équivalent des opérations effectuées en France en 2021.

En dépit de ses ambitions, la région ne peut revendiquer la création d'une entreprise jouissant d'un succès mondial. L'une des plus belles réussites locales, Careem, une société de VTC et de livraison, a été rachetée par son concurrent Uber pour 3,1 milliards de dollars, en 2019.

Lire aussi la chronique : Article réservé à nos abonnés [« Les Emirats et les compagnies pétrolières financent la transition verte avec la manne du pétrole »](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Même si, sur les murs du Gitex, des slogans étaient affichés appelant les jeunes pousses de la région à « *penser de manière mondiale* », les enjeux les plus urgents sont bien régionaux, dans un contexte d'assèchement des ressources pétrolières et de réchauffement climatique. « *Notre mission est de diversifier l'économie, de créer de l'emploi et d'assurer un avenir durable* », affirme Sharif El-Badawi.

Même si la fintech attire aujourd'hui la plus grande partie des financements de Dubaï, le Dubai Future District Fund assume le fait d'investir dans des technologies moins rentables à court terme dans des domaines tels que la santé ou l'alimentation. « *Nous n'avons pas d'objectif de retour sur investissement à court terme* », explique-t-il. Un confort rare.

## TotalEnergies prolonge des partenariats avec **Oman** dans la production de GNL - Afp - 2 novembre.

TotalEnergies a annoncé jeudi prolonger de cinq et dix ans deux partenariats avec Oman dans la production de gaz naturel liquéfié (GNL). "TotalEnergies a signé un accord pour étendre son partenariat avec Oman LNG, une coentreprise omanaise d'exploitation de gaz naturel liquéfié (GNL) dans laquelle la Compagnie possède une participation de 5,54%", a indiqué le groupe dans un communiqué.

Situé sur la côte nord-est d'Oman, le complexe de liquéfaction Oman LNG a une capacité de production de 7,6 millions de tonnes de GNL par an (Mtpa). Il est adjacent à l'usine Qalhat LNG, qui peut produire 3,8 Mtpa et dans laquelle Oman LNG détient une participation. "La production totale du site s'élève ainsi à 11,4 Mtpa", a précisé TotalEnergies.

Le groupe français "étend au-delà de 2024 sa participation dans Oman LNG, de 10 ans, et dans Qalhat LNG, de 5 ans", a-t-il détaillé, ajoutant que l'accord prévoit également "des investissements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'usine".

En janvier 2023, TotalEnergies avait également signé un accord avec Oman LNG par lequel il enlèvera 0,8 Mtpa de GNL pendant dix ans à compter de 2025, devenant ainsi l'un des principaux acheteurs de sa production, a ajouté le groupe.

"Ce GNL contribue à notre fourniture de l'Europe et des marchés asiatiques, et renforce notre portefeuille intégré et flexible mondial, en ligne avec l'ambition de TotalEnergies d'accroître de 50% sa production et ses achats long-terme de GNL d'ici à 2030", a déclaré Julien Pouget, Directeur Moyen-Orient et Afrique du Nord de la branche Exploration-Production de TotalEnergies, cité dans le communiqué.

TotalEnergies est très présent à Oman, où il produit également du pétrole.

## En **Irak**, du soleil mais pas de solaire - Afp - 2 novembre.

Dans un hameau perché sur les hauteurs du Kurdistan d'Irak, quasiment tous les toits sont couverts de panneaux solaires. Mais le village Hazar Merd reste une exception, dans un pays où les autorités doivent encore concrétiser leur engagement à développer les énergies renouvelables.

Pour un Irak otage de sa manne pétrolière, frappé de plein fouet par les effets du changement climatique, le dossier est primordial. Au quotidien, les 43 millions d'Irakiens vivent au rythme des délestages qui empirent l'été quand les températures frôlent, voire dépassent, les 50 degrés.

Mais la rareté du solaire dans l'un des pays les plus ensoleillés de la planète illustre la difficulté de sortir les économies de la facilité du pétrole et du gaz, comme vont pourtant l'exiger des dizaines de pays à la prochaine COP28, en novembre et décembre à Dubaï.

Niché dans les montagnes du Kurdistan autonome, près de Souleimaniyeh, un village a fait le pari de l'énergie solaire: à Hazar Merd, 17 foyers sur 25 ont installé des panneaux photovoltaïques.

"Le solaire couvre tous nos besoins: le frigidaire, la télévision, le refroidisseur (d'air), la machine à laver, l'aspirateur", résume Daniar Abdallah, 33 ans.

"Ca nous a beaucoup soulagés", poursuit ce père de deux fillettes qui a déboursé 2.800 dollars (environ 2.650 euros) en 2018 pour se convertir au solaire.

Le calme ambiant n'est plus troublé par le vrombissement des gros générateurs de quartier utilisés partout en Irak pour pallier les coupures de courant et extrêmement polluants car fonctionnant à l'énergie fossile.

"Avant, on avait un générateur qui tombait tout le temps en panne", poursuit M. Abdallah, soldat dans les forces kurdes locales. D'autant que les délestages durent parfois "12 ou 13 heures par jour".

Suivant son exemple, "plusieurs amis dans d'autres villages se sont empressés d'installer des panneaux solaires", ajoute-t-il.

### **98% fossile**

Mais le phénomène est encore marginal. A Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan d'Irak, sur les 600 000 foyers abonnés à l'électricité publique, seuls 500 sont équipés de panneaux solaires, reconnaît le porte-parole du département, Sirouan Mahmoud.

Le solaire connaît une "progression rapide" depuis que le Parlement régional a voté des incitations en 2021, assure-t-il cependant. Ainsi, tout foyer fournissant aux autorités l'énergie solaire qu'il ne consomme pas bénéficie d'une réduction de sa facture d'électricité publique.

M. Mahmoud rappelle que le Kurdistan ambitionne de construire trois centrales électriques solaires d'une capacité totale de 75 mégawatts (MW).

Dans un pays aux infrastructures ravagées par des décennies de conflits, où la gestion des affaires publiques est minée par une corruption endémique, les centrales irakiennes ne produisent que 24 000 MW. Pour dire adieu aux délestages, il faudrait dépasser le seuil des 32 000 MW.

Or les énergies renouvelables restent sous-exploitées dans le mix énergétique. L'Irak bénéficie de plus de 3 000 heures de soleil sur les près de 8 700 heures de l'année. Mais "plus de 98% de l'électricité" est produite par "des combustibles fossiles", rappelait la Banque mondiale dans un rapport récent.

Les autorités assurent vouloir développer les énergies propres pour répondre d'ici à 2030 à un tiers des besoins du pays. Si plusieurs grands projets ont été annoncés en fanfare, ils doivent encore se concrétiser.

TotalEnergies veut livrer dans les deux ans "la première tranche" d'une usine solaire de 1 000 MW. Et Bagdad a signé en 2021 un accord avec l'émirati Masdar pour construire cinq centrales solaires d'une capacité de 1 000 MW.

### « Culture » du solaire

Pour encourager le solaire, la Banque centrale a annoncé en 2022 l'allocation de 750 millions de dollars (soit 711 millions d'euros) distribués sous forme de prêts quasiment à taux zéro, dont peuvent bénéficier particuliers et entreprises privées. Une initiative qui piétine "en raison du manque de coopération des banques", regrette Mohamed al-Douleimi, expert en énergies renouvelables.

Directeur exécutif de Solar Energy Universe, Ali al-Ameri déplore l'absence d'une "culture" du solaire. Cette année toutefois, la tendance est à la hausse: son entreprise a installé des panneaux photovoltaïques sur une douzaine de sites. "Les prix commencent à 4 500 dollars et peuvent monter jusqu'à 6 000 dollars" (entre 4 200 et 5 600 euros), dit-il.

Parmi ses clients, "des universitaires et des médecins" mais aussi des agences humanitaires, poursuit-il, soulignant "le nombre important d'agriculteurs ayant recours à l'énergie solaire".

Depuis 2020, il a effectué 70 installations, principalement "des maisons", que ce soit à Bagdad, dans la province d'Al-Anbar (ouest), ou dans le sud. Pourtant, le potentiel est immense. "Le pire site solaire d'Irak dispose de ressources supérieures aux deux tiers comparé au meilleur site d'Allemagne", souligne Ali al-Saffar, expert à la Fondation Rockefeller. Grâce à l'énergie solaire "le pays aurait l'opportunité de résoudre une bonne fois pour toutes ses pénuries chroniques d'électricité".

## **EU Launches Team Europe Initiative To Develop Green Hydrogen In Mauritania - Solarquarter - 2 novembre.**

On the eve of the Global Gateway summit in Brussels, European Commission President Von der Leyen and Mauritanian President Mohamed Ould Ghazouani have unveiled the Team Europe Initiative, a collaborative effort aimed at advancing green hydrogen industries and promoting clean energy in Mauritania. This initiative, a part of the EU's Global Gateway offer, represents a crucial step towards supporting the energy transition and decarbonization of Mauritania's economy.

The Team Europe Initiative will focus on various key objectives, including:

1. Development of essential infrastructure for the production, transportation, and commercialization of green energy.
2. Creation of employment opportunities, especially for young individuals, support for the private sector, and the enhancement of the entrepreneurial ecosystem.
3. Skills development through technical and vocational training to meet the labor demands of the hydrogen industry and its associated sectors.

4. Improvement of the legal and fiscal framework and the business climate to create an attractive environment for hydrogen development.

This collaborative initiative, supported by the European Commission, **France**, Germany, Spain, and the European Investment Bank, is set to mobilize substantial additional investments over the coming months.

The EU and Mauritania have a shared interest in various areas, including the green transition, regional stability, and organized migration. Current EU cooperation with Mauritania encompasses human development, transitioning to a green and blue economy, and governance reforms, with an EU commitment of €578 million between 2021 and 2024.

In addition to the Team Europe Initiative, the EU has also signed cooperation agreements in 2023, including funding to promote sustainable food systems and the blue economy in Mauritania. These actions further strengthen the partnership between the EU and Mauritania, promoting economic growth and sustainable development.

The Global Gateway Forum is bringing together government representatives from the European Union and around the world, private sector stakeholders, civil society, financial institutions, and thought leaders to discuss global investment in transformative infrastructure. The Global Gateway strategy, part of the EU's commitment to reduce the worldwide investment gap, aims to mobilize up to €300 billion in public and private investments from 2021 to 2027, promoting sustainable growth and resilience across the globe.

## Mariam Hamadou Ali, pilote de la transformation digitale de **Djibouti** - Jeune Afrique - 1<sup>er</sup> novembre - Olivier Caslin.

À la tête du ministère de l'Économie numérique et de l'Innovation depuis sa création en 2021, cette économiste a la haute main sur un dossier classé prioritaire par Ismaïl Omar Guelleh.



Mariam Hamadou Ali © Montage JA : Présidence de Djibouti

On peut n'avoir « aucune ambition politique », comme elle le confie, et entrer au gouvernement. C'est ce qui est arrivé à Mariam Hamadou Ali, nommée le 24 mai 2021 à la tête d'un ministère délégué à l'Économie numérique et à l'Innovation alors tout juste créé. La veille, « le téléphone n'a pas cessé de sonner ». Elle ne décroche pas, et c'est par des amis qu'elle apprend qu'elle est ministre – « mais je ne savais pas de quoi ! » Qu'importe. Elle se considère avant tout comme « un parfait petit soldat » au service du gouvernement et de son pays.

#### « Moins technicienne et plus politique »

Voilà déjà vingt-cinq ans que Mariam Hamadou Ali a intégré la fonction publique, plus précisément le ministère de l'Économie et des Finances. À 51 ans, madame la ministre déléguée a désormais la haute main sur un dossier du numérique « classé au rang de priorité de ce gouvernement », comme elle aime à le rappeler.

Elle n'a toutefois pas vraiment quitté « la maison », puisque les services dont elle a la charge aujourd'hui y sont rattachés. Elle n'a pas non plus changé ses habitudes de travail ; tout juste admet-elle une fonction « désormais moins technicienne et plus politique », même si elle avoue « rester encore accrochée à [son] ordinateur ».

Car Mariam Hamadou Ali aime les chiffres et les tableaux Excel. Déformation professionnelle, sans doute, pour cette économiste qui a quitté Djibouti après son bac afin d'étudier à l'université de Fès, au Maroc. Quatre ans plus tard, elle revient au pays, où commence son parcours dans l'administration, d'abord à la direction de la planification, où elle reste jusqu'en 2002.

Cette année-là, elle reprend ses études, en France cette fois, où elle obtient son diplôme de master 2 de gestion en politique économique. Elle aurait ensuite pu s'installer à Washington, qu'elle découvre lors d'un stage de quelques mois à la Banque mondiale et qui ne veut plus la laisser partir – « je cochais toutes les cases », se souvient-elle. Mais elle préfère rentrer à Djibouti pour y faire carrière.

#### « La seule femme du ministère »

À son retour, en 2004, Mariam Hamadou Ali fait figure de pionnière : elle est « la seule femme du ministère ». Et trois ans plus tard, elle en devient « la première directrice », en prenant la direction de l'économie, du plan et des analyses macroéconomiques. Poste qu'elle occupera pendant treize ans, avant d'être nommée à son portefeuille actuel. Comme si le moment était venu de passer à autre chose.

Après avoir exécuté deux plans quinquennaux, « j'avais un peu l'impression de me répéter », confie-t-elle. D'autant qu'elle avait auparavant participé à l'élaboration du plan prospectif « Vision 2035 » et s'était attelée à une étude rétrospective sur le pays pour la période 1977-1997. Quand elle dit « bien connaître les réalités économiques de Djibouti », on peut donc la croire sur parole.

C'est d'ailleurs l'avis de son ministre de tutelle, Ilyas Moussa Dawaleh, avec lequel elle a travaillé pendant onze ans et qui a fortement soutenu sa nomination au tout nouveau portefeuille de l'Économie numérique et de l'Innovation, où elle est arrivée « comme devant une feuille blanche ».

Ses attributions sont en revanche très claires : assurer la numérisation de la fonction publique et du secteur privé, et attirer les acteurs de l'économie numérique. Si beaucoup a déjà été

réalisé, la ministre reconnaît que « beaucoup reste à faire » en matière de transformation numérique des services publics et de digitalisation de l'économie. Après avoir œuvré à la définition des cadres réglementaires et juridiques, Mariam Hamadou Ali travaille désormais à la mise en œuvre de la « Vision 2035 » et se voit « comme la planificatrice » d'une transition numérique que son pays ne veut pas rater.

## L'Égypte veut exporter de l'énergie solaire vers l'Europe - New African - 30 octobre - Ben Payton.

**Le projet d'interconnexion entre l'Égypte et la Grèce est l'un des nombreux projets visant à fournir de l'électricité à l'Europe à partir de l'Afrique du Nord.**

Le gouvernement égyptien vient de réaffirmer son intention de lancer un câble électrique sous-marin avec la Grèce pour permettre à l'électricité produite par les installations solaires égyptiennes d'alimenter le pays et le marché européen de l'énergie dans son ensemble.

Le mois dernier, le ministre égyptien des affaires étrangères, Sameh Shoukry, a rencontré son homologue grec à l'Assemblée générale des Nations unies, pour discuter de l'interconnexion GREGY (Grèce Égypte).

Les projets sont menés par le groupe Copelouzos, un conglomérat grec, et Infinity Power, une coentreprise entre Masdar, une entreprise des Émirats arabes unis spécialisée dans les énergies renouvelables, et la société égyptienne Infinity.

Bien que les promoteurs utilisent diverses approches, il ne fait aucun doute que les ressources solaires de l'Afrique du Nord continueront d'attirer l'attention des gouvernements européens avides d'électricité, qui cherchent des alternatives vertes au gaz russe.

L'interconnexion permettrait de transmettre à la Grèce 3 000 MW d'énergie solaire et éolienne produite par Infinity Power au moyen d'un câble électrique sous-marin d'environ 1 400 km de long.

Le projet « offre une grande opportunité » pour l'Europe, juge Carlos Torres, analyste de la société de conseil Rystad Energy. Il note que le continent fait actuellement « tout ce qui est possible » pour réduire sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

L'« Égypte dispose de conditions bien meilleures que la plupart des pays européens pour développer des systèmes solaires », souligne Carlos Torres. En effet, une étude de la Banque mondiale réalisée en 2020 a montré que l'Égypte et d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord disposent du plus grand potentiel d'énergie solaire au monde, alors que les pays d'Europe du Nord présentent les conditions les moins favorables à l'énergie solaire.

Alors que la course à l'électricité en Europe est bien documentée depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Égypte a ses propres besoins en la matière. Le pays a souffert d'une série de pannes d'électricité cet été, mettant en évidence l'incapacité à long terme d'investir dans l'énergie pour sa population croissante.



Toutefois, grâce à plusieurs projets énergétiques en cours de construction, dont la première centrale nucléaire du pays, Carlos Torres juge que l'Égypte bénéficiera d'« *une situation plus confortable* » à l'avenir, ce qui lui permettra de répondre à l'approvisionnement national tout en exportant de l'électricité.

### La route méditerranéenne de l'énergie

L'interconnexion GREGY est l'un des nombreux projets visant à relier l'Afrique du Nord à l'Europe. Il existe déjà deux câbles sous-marins qui transportent l'électricité entre le Maroc et l'Espagne. De nombreux autres chantiers sont en cours de planification, y compris divers projets visant à fournir de l'électricité de la Tunisie à l'Italie.

L'interconnexion GREGY, si elle est construite, sera plus longue que toutes les lignes de transmission sous-marines actuellement en service. Elle serait presque deux fois plus longue que le record actuel, une liaison récemment achevée entre le Danemark et la Grande-Bretagne.

GREGY serait toutefois plus petit que d'autres projets en cours d'élaboration, notamment un projet de câble qui fournirait de l'électricité produite au Maroc directement au réseau électrique britannique.



Ce projet, développé par la *start-up* britannique Xlinks, nécessiterait un câble sous-marin s'étendant sur 3 800 km autour de la frontière occidentale de l'Europe. L'extrême longueur de la connexion augmenterait la quantité d'électricité perdue pendant le transport, même si les récentes améliorations technologiques réduisent les pertes de transmission.

L'approche de l'interconnexion GREGY semble plus pratique, puisqu'elle achemine les électrons produits en Égypte jusqu'au point le plus proche du continent européen, d'où l'électricité pourrait être fournie à d'autres pays européens.

Bien que les promoteurs utilisent diverses approches, il ne fait aucun doute que les ressources solaires de l'Afrique du Nord continueront d'attirer l'attention des gouvernements européens avides d'électricité, qui cherchent des alternatives vertes au gaz russe.

« Il est probable que nous verrons de plus en plus de connexions à haute tension et sur de longues distances », conclut Carlos Torres.

## **Algérie** : des opportunités nombreuses, à condition de respecter avec rigueur la réglementation - Le Moci - 1<sup>er</sup> novembre - Christine Gilguy.

L'Algérie mène tambour battant la transformation de son modèle économique pour sortir de la dépendance à la rente pétrolière et gazière. Dans ce contexte, de nombreuses opportunités se présentent pour les entreprises françaises, à condition de bien maîtriser un environnement réglementaire en pleine mutation. C'est ce qui ressort du dernier Forum « Investir en Algérie » organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Île-de-France, le 25 octobre à Paris.



© C. Gilguy

L'Algérie poursuit tambour battant la transformation de son modèle économique pour sortir de la rente des hydrocarbures, diversifier son économie et favoriser l'industrie et la transformation locales en réduisant les importations.

Mais le chemin est long : « *s'il y a un changement de paradigme, c'est un changement qui prend du temps* » a averti **Mathieu Bruchon**, chef du service économique d'Alger lors du Forum « Investir en Algérie » du 25 octobre, organisé par la CCIP IdF avec la participation de représentants de la **CCI algéro-française (CCIAF)**, du service économique, de **Business France** et de **Bpifrance**. Autrement dit, cela ne se voit pas encore dans les

chiffres macroéconomiques : les hydrocarbures pèsent encore un **tiers du PIB**, 45 % des recettes budgétaires et 85 % des exportations.

### ***Une conjoncture économique favorable***

Mais d'un point de vue conjoncturelle, l'économie algérienne profite à plein, depuis trois ans, de la remontée des cours des hydrocarbures : son taux de croissance navigue entre **3 et 4 % depuis 2021** et la reprise post-Covid. Ses **réserves de change** ont retrouvé un niveau très confortable : 14,5 mois d'importation en 2022, et autour de 15 mois en 2023.

Seule ombre au tableau : comme partout dans le monde depuis l'an dernier, le **taux d'inflation est élevé**, supérieur à 9 % (9,4 % l'an dernier) en Algérie, résultat de la hausse des prix d'une partie des importations (notamment les denrées alimentaires) et de la dépréciation du dinar (DA) par rapport aux autres devises. Un fléau qui préoccupe d'autant plus les autorités algériennes que le climat socio-politique, marqué par les manifestations du « hirak » entre 2019 et 2021, est suivi comme le lait sur le feu alors que des élections présidentielles sont prévues fin 2024. Grâce à l'aisance financière retrouvée, elles répondent par des mesures sociales et de dépenses publiques, qui ne devrait pas diminuer l'an prochain. Au-delà de la conjoncture économique relativement bonne actuellement, c'est surtout pour les réformes en cours visant à **changer en profondeur le modèle économique algérien** et les opportunités qu'elles créent que le moment est favorable pour les entreprises françaises.

### ***Des opportunités à l'export***

*D'après des estimations économiques citées lors du Forum par Romain Kéralval, directeur de Business France Algérie, après une forte reprise post-Covid, les exportations françaises vers l'Algérie atteignent de l'ordre de 4 milliards d'euros, mais le potentiel serait de 2,5 à 3 milliards d'euros supplémentaires. Il y a donc à faire pour les exportateurs français.*

*A ce sujet, Mathieu Bruchon, chef du service économique d'Alger, a relevé que malgré la concurrence internationale plus vive, qui a par exemple évincé la France du marché algérien du blé au profit de la Russie, le commerce bilatéral fait preuve de résilience grâce à la diversification des produits (pharmacie, matériels de transport, automobile, agriculture et agroalimentaire...) et le fait qu'il « est porté par de nombreuses PME ».*

*Pour l'heure, le top 5 des principaux clients et fournisseurs confirme l'érosion de la part de marché tricolore :*

**–Top 5 des clients** : 1/ Italie (32,3 %) ; 2/ Espagne 12 % ; 3/ France 10,5 % ; 4/ Corée du Sud 5,1 % ; 5/ Etats-Unis 4,7 %

**–Top 5 des fournisseurs** : 1/ Chine (18,6 %) ; 2/ France 14 % ; 3/ Italie 7,7 % ; 4/ Turquie 6,1 % ; 5/ Brésil 5,7 %

### ***Un aggiornamento réglementaire qui se poursuit***

Comme nous avons eu l'occasion de le souligner dans un précédent article faisant un point exhaustif sur la vague de nouvelles réglementations affectant le commerce et les investissements en 2023 (ci-après), si les restrictions aux importations restent importantes, en particulier pour les produits destinés à la « *revente en l'état* », les portes s'ouvrent pour les investisseurs et les importations de biens d'équipement et composants nécessaires au développement de projets industriels locaux.

D'après le nouveau point détaillé fait par **Hamouda Akram**, responsable de la veille réglementaire à la CCI AF, pas moins de six décrets ont été publiés en application de la Loi de finance pour 2023, qui a notamment installé le nouveau cadre réglementaire pour les investissements plus ouvert, signe que le gouvernement algérien ne souhaite pas perdre de temps.

Pour rappel, après la suppression de la **règle du 51-49** dans le domaine des joint-venture, mise en œuvre dès 2022, cette année a été marquée par la mise en place de la nouvelle **Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI)**, rattaché au Premier ministre, dotée d'une sorte de « *guichet unique* » en ligne pour les formalités. Elle est chargée de gérer les trois nouveaux régimes d'incitation aux investissements par secteur, zones géographiques et concernant les projets structurants. Nous renvoyons à l'article précité pour les détails.

Malgré ces ouvertures réelles, le pays doit être abordé en tenant compte de cet environnement réglementaire et en veillant à se tenir informé dans ce domaine. « *L'aggiornamento réglementaire se poursuit en Algérie, mais il n'est pas encore terminé* », a indiqué **Romain Kéralval**, directeur du bureau de Business France en Algérie. Les démarches administratives sont à mener avec rigueur par les entreprises étrangères, qui doivent compter au moins un an pour la création d'une implantation, le temps d'avoir toutes les autorisations administratives nécessaires. Se faire accompagner par des experts de ce domaine est recommandé.

### ***Des secteurs et des niches porteuses***

Reste que le pays foisonne de projets, émanant d'entreprises ou d'entrepreneurs locaux, on en a eu un aperçu avec la présentation qu'a fait le directeur de Business France à Alger. D'après Romain Kéralval, même si la concurrence est rude, les entreprises françaises ont **des cartes à jouer**. « *En Algérie, il y a de l'argent*, a-t-il notamment souligné. *Ce qui manque, c'est le savoir-faire* », a indiqué le responsable.

Même dans un secteur comme la **construction et le BTP** : « *je ne connais aucune entreprise française qui a remporté récemment un appel d'offres en construction ou BTP* » a indiqué Romain Kéralval, les entreprises chinoises et turques ayant raflé de nombreux marchés ces dernières années. Mais dans **des niches** telles que l'écoconstruction ou les bâtiments éco-durables, des percées sont possibles. Autrement dit, au-delà des grands secteurs foisonnant actuellement en Algérie, « *il faut aller dans le détail* ».

Dans l'**industrie et les cleantech**, si l'Algérie a relancé ses investissements dans son industrie fossile, le pays n'en cherche pas moins à développer les énergies renouvelables et souhaite être doté de 35 GW de capacité d'ici 2035. Un appel d'offre a récemment été lancé pour des infrastructures de production d'énergie photovoltaïque de 2 GW : des offres émanant d'entreprises chinoises, turques et du Golfe sont en cours d'examen. Ce qui n'empêche pas que des savoir-faire nouveaux seront recherchés en matière d'installation et de maintenance.

Autre exemple, dans les **services marchands**, et notamment l'e-commerce. De nombreux petits acteurs de l'e-commerce ont émergé ces dernières années sur le marché algérien et les ventes sont en forte croissance, comme partout. Le gouvernement algérien exigeant une implantation locale pour autoriser le développement d'un site de e-commerce, des partenariats sont envisageables pour les acteurs du e-commerce français avec des acteurs algériens pour s'y déployer, mais aussi pour permettre aux e-commerçants algériens de pouvoir vendre en France ou en Europe.

Dans l'**agriculture**, alors que le pays veut accroître son autosuffisance et a beaucoup encouragé la production locale, les besoins non satisfaits restent immenses : engrais, alimentation du bétail, ingénierie, savoir-faire... Dans l'**agroalimentaire**, les projets foisonnent, de nombreux produits locaux ont fait leur apparition dans les rayons des supermarchés algériens. Mais selon Romain Kéralval, « *il y a encore beaucoup à faire* » et l'appétit des entrepreneurs algériens pour de nouveaux projets est important. « *Il n'y a pas un seul représentant d'entreprises algérienne qui ne m'a pas parlé de diversification dans d'autres secteurs, surtout l'agroalimentaire* » a-t-il observé.

La **logistique**, un secteur dont le sous-développement en Algérie oblige de nombreux groupes industriels à disposer de leur propre flotte de transport, est également un métier d'avenir « *à condition de disposer de camions* ». Un problème dont seraient conscientes les autorités algériennes et susceptible d'évoluer.

Dans l'industrie **automobile**, dans le sillage des gros investissements industriels en cours, notamment de **Stellantis** pour la France, tout un écosystème est appelé à se développer, notamment dans la sous-traitance mécanique. Les fournisseurs de rangs 1 ont été agréés, viendra le tour des fournisseurs de rang 2.

Dans la **santé**, le secteur des **services** est en plein essor avec le développement de cliniques privées de 150 à 250 lits dans tout le pays. Là encore des opportunités de marché pour des fournisseurs d'équipements et de services non disponibles localement. Des opportunités existent également dans le **façonnage** de produits pharmaceutiques ou cosmétique mais aussi dans l'industrie des compléments alimentaires.

Cette liste est loin d'être exhaustive. Parmi les conseils aux entrepreneurs français réitérés lors de ce forum, trois ressortent : avoir une **connaissance précise de la réglementation** de son secteur en Algérie, incluant les conditions de rapatriement des dividendes; avoir un **partenaire local** connaissant bien son marché; **structurer** son projet; et prendre en compte le fait que le processus sera long... Dans ce contexte, des organismes comme Business France et la CCIAF sont de bons points de contact pour toute approche.